

L'ÉDITO

Frédéric Soumois

QU'ON CRAIGNE LA VENGEANCE DU MALADE

Qu'un tribunal accorde ce mardi l'accès aux études de médecine à tous les étudiants namurois qui ont réussi les examens de première année n'est que justice. Que le politique francophone décide aujourd'hui, mercredi, d'étendre cette liberté à tous les étudiants dans la même situation serait afficher des valeurs fortes d'équité et de respect. Mais il faudra ensuite décider pour l'avenir. Les deux cents étudiants qui auront ainsi finalement franchi la haie du concours d'entrée viendront, dans douze ans, compenser un peu la pénurie

que constate chacun qui regarde la réalité en face. Mais le risque est grand que ce soit pour tomber de Charybde en Scylla.

Car la volonté flamande de corseter le nombre de médecins francophones pour brider les dépenses de Sécu n'a jamais été aussi vive.

Ce n'est pas une décision rationnelle. C'est une posture politique : dès dimanche, Maggie De Block abandonnait la bouillie communicationnelle du gouvernement Michel pour reconnaître que cette décision n'était « *qu'un compromis politique* ». Et en rien une décision de bonne gestion de la santé publique. Les experts neutres avaient planché plus d'un an sur le futur de la médecine, mais leur avis a été atomisé par une pure position de force. Que la ministre a décrite simplement : « *On se*

Limiter le nombre de médecins n'est pas

une décision rationnelle. C'est une posture politique

trouve avec quatre partis. Il y en avait contre la répartition proposée par la Commission de planification. Deux des quatre n'étaient pas d'accord. »

Exit les raisonnements, exit la science, exit les experts, dont les rapports pétris d'intelligence et de consensus pourront désormais servir pour tapisser les murs de la défaite francophone. On l'a compris, concours ou examen d'entrée sont les prénommes de l'absurdité.

« *Nous ne pouvons juger du degré de civilisation d'une nation qu'en visitant ses prisons.* » Cette vérité d'un sage peut être paraphrasée : « *Nous ne pouvons juger du degré de civilisation d'une nation qu'en visitant ses hôpitaux.* » Et l'avenir que nous prépare la Flandre dangereusement univoque est

sombre. Car ce ne sont pas « que » les 10 % de médecins prélevés cette année qui manqueront à notre système médical, mais les centaines de médecins que les francophones ne pourront plus former afin de rattraper ce « dépassement de la norme ».

Si les francophones plient, il ne faut pas aller loin pour visiter ce que seront nos soins de santé

dans quinze ans : cela s'appelle la Grèce. Aucun hôpital public n'y fonctionne plus correctement, les médicaments essentiels manquent, les délais d'attente sont inhumains, on y meurt par manque de soins, le sida et l'hépatite flambent faute de prise en charge.

Si ce jour-là arrive chez nous, que l'homme politique craigne la vengeance de ceux qui souffrent. Car rien ne protège plus celui qui le premier a fait couler le sang.